



## Annales historiques de la Révolution française

336 | avril-juin 2004  
L'Espagne et Napoléon

---

# L'utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)

Gonzalo Butrón Prida

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1752>  
DOI : 10.4000/ahrf.1752  
ISSN : 1952-403X

### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004  
Pagination : 241-244  
ISSN : 0003-4436

### Référence électronique

Gonzalo Butrón Prida, « L'utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 336 | avril-juin 2004, mis en ligne le 20 février 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1752> ; DOI : 10.4000/ahrf.1752

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

---

# L'utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)

Gonzalo Butrón Prida

---

- 1 La parution de cette sérieuse et minutieuse étude sur l'État et l'administration espagnole de la fin de l'Ancien Régime représente un pas en avant pour la révision de l'image de la dernière décennie du règne de Ferdinand VII. L'opportune sélection et l'emploi des sources, la rigueur de la méthodologie utilisée - ainsi que l'élaboration des magnifiques annexes - pourvoient ce livre d'une solidité qui place Jean-Philippe Luis en état de contester l'immobilisme dont traditionnellement on accuse cette période. Grâce à cette œuvre, la décennie qu'on appelle *Década ominosa* ne peut plus être considérée comme un arrêt dans l'Histoire de l'Espagne, comme une parenthèse dominée par la terreur et la stagnation qui retardent, jusqu'à son effondrement, la modernisation politique espagnole. Au contraire, après la lecture de *L'utopie réactionnaire*, l'image de la fin du règne de Ferdinand change complètement ; il faut désormais la considérer comme une période vive et dynamique, une étape de transition pendant laquelle se décident des questions clés, tant pour la configuration de l'État espagnol contemporain que pour la définition d'un nouvel équilibre des pouvoirs au sein des groupes sociaux qui donnaient des effectifs à la fonction publique espagnole.
- 2 Ce travail, version abrégée et actualisée de la thèse de doctorat d'Histoire soutenue par l'auteur en 1995 à l'Université de Provence, analyse, dans sa première partie, le fonctionnement de l'État espagnol pendant les quinze premières années du règne de Ferdinand VII. À cette époque-là, l'essai d'alternatives politiques antagonistes a eu pour conséquence l'introduction dans l'administration espagnole de deux éléments qui annoncent des pratiques devenues habituelles plus tard, pendant la *Década* : d'une part, la pratique des destitutions à grande échelle, si bien que, pour le moment, ces destitutions ne seront pas à la charge d'une institution centrale créée exclusivement à cet effet ;

d'autre part, l'intervention de critères politiques dans le processus des nominations, une pratique qui embarrasse un système déjà lesté par le concept patrimonial de l'État propre de l'absolutisme - avec la charge supplémentaire de l'exigence de fidélité à la volonté arbitraire du monarque-, aussi bien que par le poids des liens de famille et des réseaux de clientèles dans l'appareil d'État.

- 3 La deuxième partie est dédiée à la dernière étape du règne. Cette fois, Jean-Philippe Luis se consacre à l'étude de l'effort épurateur montré par le nouveau régime absolutiste, produit de ce que l'auteur dénomme, justement, « l'utopie réactionnaire » du dernier absolutisme, un régime que se croyait capable de contrôler non seulement la conduite, mais aussi la pensée politique de l'ensemble des employés de l'État.
- 4 Le processus épurateur -ou purificateur, dans l'expression de l'époque- a déjà commencé pendant la campagne des Cent Mille Fils de Saint-Louis. Face à l'arbitraire dominant d'abord, produit de la multiplicité de pouvoirs impliqués dans la persécution politique, l'établissement de la Régence représente un premier effort centralisateur, qui conduit à la création de la "Junta Suprema de Purificaciones" en juillet 1823. Une fois terminée cette étape de transition, la restauration du pouvoir absolu de Ferdinand VII permet que l'épuration de l'administration présente des caractéristiques dominantes pendant les années suivantes, c'est-à-dire que l'épuration devient un instrument de punition conçu pour procéder d'une manière massive et systématique contre tous ceux attachés, dans n'importe quelle mesure, au régime libéral. Ainsi, l'épuration administrative devient un élément clé de la politique globale des gouvernements de Ferdinand VII, qui combinent répression, surveillance policière et épuration.
- 5 L'accomplissement de cet objectif exigera la création de plusieurs instances d'épuration : les *comisiones militares* pour l'armée et les *juntas de purificación* pour l'administration civile de l'État. Après presque dix ans de travaux -entre 1824 et 1832-, les juntas ont examiné des milliers de dossiers -l'auteur estime que la *Junta Suprema* en a traité à elle seule environ cinq mille, tandis que les juntas provinciales en ont jugé presque vingt mille. En tous cas, l'utopie absolutiste de contrôler complètement l'appareil d'État n'a pas pu être accomplie.
- 6 L'étude minutieuse du travail de ces juntas permet à Jean-Philippe Luis d'en arriver à quelques conclusions d'un grand intérêt. D'abord, il limite l'envergure du processus épurateur, plus réduit qu'on l'avait traditionnellement considéré : bien que les juntas aient sanctionné avec la *impurificación* à un nombre très considérable d'employés de l'État, il n'en est pas moins vrai que, selon les résultats de la recherche, on ne peut pas parler d'épurations massives, ou, du moins, il serait nécessaire de distinguer entre l'administration centrale - où, par exemple, la proportion de punis a atteint presque 50% de ceux soumis au procès d'épuration entre 1825 et 1826 - et l'administration provinciale et locale - où cette proportion descend au-dessous de 10% pendant la même période. Ensuite, et comme la conspiration *ultraroyaliste* devient une menace de plus en plus dangereuse pour le régime absolutiste, Luis signale l'extension de l'épuration aux *ultras* dès les rébellions de 1825, la révolte des *agraviados* dans la Catalogne en 1827 et, surtout, dès la rupture des carlistes à la fin du règne. Toutefois, tandis que la persécution des libéraux a été générale, celle des *ultras* a été sélective, limitée à ceux directement impliqués dans les conspirations contre l'État. Finalement, il faut faire remarquer qu'à mesure que les *ultras* s'éloignent du pouvoir, l'administration commence à compter sur des éléments politiques jusqu'alors exclus, comme les anciens *afrancesados* et les libéraux les plus modérés. Les meilleurs exemples de cette réhabilitation sont ceux du Ministère

des Finances et du *Fomento*, notamment ce dernier dès l'arrivée de Javier de Burgos en octobre 1833. Néanmoins, la réhabilitation des libéraux ne prend guère de l'importance jusqu'à la concession des premières amnisties à la fin de 1832, et ne devient générale qu'à partir de la chute de Cea au début de 1834, quand a eu lieu le retour de la majorité des exilés.

- 7 En ce qui concerne la troisième partie, elle est consacrée à l'étude de la réforme de l'administration, un processus qui se développe parallèlement au processus épurateur. La réforme a été entreprise par l'État dans un contexte de crise, ainsi le changement a été caractérisé par la continuité. Il s'agit, fondamentalement, d'un problème économique. L'État se trouvait au bord de la banqueroute, et l'horizon de l'économie espagnole ne permettait pas d'envisager une amélioration à court terme des finances. Accablé par ses dettes, et empêché, en plus, d'entreprendre des réformes de fond -étant donnée la nature de ses appuis sociaux et de sa propre définition idéologique-, la seule solution possible était celle proposée par le Ministère des Finances, fondée sur la combinaison de deux types de mesures. Celles de la première catégorie avaient pour but la rationalisation de l'emploi des ressources disponibles à travers l'instauration du budget, l'amélioration du rendement des impôts et la réduction des coûts de fonctionnement de l'appareil de l'État ; tandis que celles de la deuxième catégorie comprenaient des initiatives comme la création du Ministère de *Fomento*, qui avaient pour but la stimulation de l'activité économique.
- 8 Parmi toutes ces mesures, la diminution des coûts de fonctionnement de l'État préoccupe notamment Jean-Philippe Luis, puisqu'elle touche la structure de l'administration publique. Ainsi, et en vertu des mesures adoptées pour atteindre cet objectif -comme la baisse des salaires, la réduction des effectifs et la diminution des primes et privilèges-, la fonction publique a non seulement subi un processus d'épuration politique, mais a été encore complètement réorganisée pour atteindre une vraie professionnalisation. Dans ce cadre, l'effort rationalisateur a contribué à rapprocher la fonction publique espagnole des paramètres propres des administrations des États européens qui se trouvaient dans une étape plus avancée de leur processus de modernisation politique.
- 9 Le résultat de cette réorganisation est analysé plus profondément dans la quatrième partie du livre, consacrée à l'étude de ce que l'auteur dénomme « l'émergence d'une nouvelle fonction publique », un phénomène qui présente plus d'éléments de continuité que de rupture. L'action combinée, premièrement, de l'effort centralisateur et uniformisateur déployé pendant la dernière décennie du règne de Ferdinand VII ; deuxièmement, des tentatives d'attacher le système de nomination et de promotion aux concepts de spécialisation, compétence et efficacité ; et, enfin, de l'intérêt pour régulariser la situation de ce qui commençait à se connaître comme les *clases pasivas* - parmi lesquelles se distinguaient les *cesantes*, victimes généralement de l'épuration politique-, permet à Jean-Philippe Luis de conclure que dans cette période on assiste à la construction des bases de la fonction publique de l'Espagne libérale. Néanmoins, à son avis, il ne s'agit pas tant des pratiques d'inspiration libérale, que des manifestations d'un despotisme éclairé tardif dans un contexte historique très précis, dans lequel l'absolutisme a compris que la voie réformatrice était la seule alternative pour assurer sa propre survie.